

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Un éclaircissement nécessaire pour l'Europe

L'antithèse communisme et démocratie

de ROBERTO CESTELLI

Les élections européennes sont désormais toutes proches. En juin de l'année prochaine, le premier Parlement européen sera formé et les représentants de l'Europe s'installeront dans l'hémicycle du siège à Strasbourg en se groupant suivant les formations politiques auxquelles ils appartiennent.

La composition du Parlement européen sera nettement plus simple que celle de la plupart des nations qui y seront représentées, en particulier nous pensons à l'Italie et aux Pays-Bas qui détiennent, en fait de partis politiques, un record numérique peu enviable.

En partant de la droite pour aller vers la gauche, il est prévu, au Parlement européen, quatre groupements qui sont formés comme suit:

a) groupe libéral (qui comprendra toute la droite au sens large du terme: des conservateurs britanniques au parti républicain italien)

b) groupe démocrate-chrétien (avec les puissants groupes démocrates-chrétiens de la R.F.A. et de l'Italie)

c) groupe socialiste (qui comprendra les

travailleurs britanniques et toutes les formations socialistes)

d) groupe communiste (constitué, pour le moment, uniquement des communistes italiens et français).

Tous les groupes ainsi constitués ont pris la dénomination d'europartis dans le sens précis que comporte cette dénomination.

En vue de ces élections européennes, justement, le Psi a été amené à opérer un choix décisif et à abandonner l'étiquette marxiste-léniniste pour choisir l'Occident au sein duquel de telles théories ne pourront jamais trouver un domaine d'application. Il s'est ainsi incontestablement rapproché du socialisme allemand et finira par entraîner sur cette voie le Psf également.

Il est incontestable que c'est une période de soucis pour le socialisme latin qui est en train de faire un très gros effort de choix et, par suite, de maturation; même si la nouvelle doctrine qui marquera la route de son évolution n'est pas encore très claire, nous sommes disposés à accorder un certain crédit à M. Craxi et à M. Mitterrand quant à leur sincère bonne volonté.

Il ne nous reste plus qu'à souhaiter que les idéologues des partis socialistes de ces deux pays latins et, pourquoi pas, des travailleurs du Royaume Uni, se décident à descendre de leur petit nuage rose sur lequel ils naviguent et étudient attentivement les problèmes terrestres qui assaillent la société européenne actuelle et, en parlant le langage du commun des mortels, expriment des idées et des programmes clairs et concrets et ne poussent pas la barque sur des routes fumeuses et pleines d'embûches.

L'Europe a grand besoin d'un socialisme sain, concret et répondant aux problèmes actuels; elle a déjà payé un prix très élevé pour des solutions et des expériences qui ont secoué quelques économies nationales et fini par créer uniquement des mécontents et des désadaptés parmi les travailleurs eux-mêmes.

L'EUROCOMMUNISME

L'aile gauche de la formation des euro-partis au Parlement européen sera représentée, comme nous l'avons déjà vu, par le groupe communiste, mais ceci ne démontre absolument pas une vocation occidentale du Pci et du Pcf et autorise encore moins à appliquer une plaque européiste à ces communismes de chez nous.

C'est avec beaucoup d'intérêt et d'attention que nous observâmes la bourrasque qui agita, il y a deux ans de cela, les eaux du communisme latin.

Le premier cri d'indépendance à l'égard du Kremlin lancé par M. Santiago Carrillo nous émut même et nous désirons le rappeler car nous sommes encore convaincus de la sincérité du secrétaire du Pce.

«Pendant quarante ans, le communisme espagnol a vécu dans les catacombes et durant toute cette longue période nous avons tourné nos regards vers Moscou avec la même foi que celle avec laquelle les premiers chrétiens regardaient Rome».

«Mais aujourd'hui, alors que nous sommes revenus à la lumière, nous nous apercevons que Moscou n'est plus Rome pour nous».

La suite des événements démontra que M. Carrillo et son parti avaient effectivement une vision espagnole et européenne du communisme.

Mais il est certain que nous ne pouvons pas en dire autant de M. Marchais qui,

après avoir abjuré le credo de la dictature du prolétariat et déclaré qu'il luttait «pour une transformation démocratique de son parti et pour lui assurer un caractère original, répondant aux conditions et aux traditions du pays pour ouvrir la voie à ce qui doit s'appeler un socialisme aux couleurs de la France», n'hésitait pas, en octobre 1977 - pratiquement à la veille des élections françaises - et sur ordre de Moscou, à provoquer une crise au sein de l'alliance de la gauche française qui, à cette époque, pouvait compter sur une majorité absolue, mais dont la victoire aurait surtout été une victoire du Psf.

Pauvre communisme français! Bien autre chose qu'un socialisme aux couleurs de la France indépendante et sans entraves d'alignements!

Avec ce splendide exemple de «*politique conséquente d'indépendance nationale*», l'eurocommunisme nouveau-né a reçu un sérieux coup de la part du Pcf.

Le coup de grâce lui a été asséné, par contre, par M. Berlinguer personnellement avec son discours de Gênes, absurde et contradictoire et son récent voyage à Moscou où il s'est rendu pour recevoir la bénédiction (ou les ordres) de M. Brejnev, bénédiction que ce dernier lui a dispensée sur avis favorable de M. Souslov.

Il reste le mystère des applaudissements forcenés d'un demi million d'Italiens prélevés par le Pci et rassemblés à Gênes pour écouter le discours du «Meilleur» de service, c'est-à-dire M. Berlinguer.

Il ne fait aucun doute, la foule *océanique* de Gênes applaudissait frénétiquement aux exhibitions d'équilibrisme verbal de M. Berlinguer, sans se rendre compte des nombreuses contradictions qu'elle était en train d'absorber.

Mais nous connaissons tous le charme qu'exerce sur la foule italienne un chef charismatique dont les paroles, martelées du haut d'un podium ou d'un *balcon historique*, remplacent la nécessité, chez ceux qui écoutent, de se faire une propre idée raisonnée.

Si le chef charismatique passe de mode, il se produit, naturellement, un étrange processus d'amnésie générale: personne ne se souvient d'avoir été présent sur cette place et de l'avoir applaudi.

En rappelant cette inconsistance qui afflige la conscience politique de l'Italien, lorsqu'il fait partie d'une « foule océanique », nous n'entendons nullement diminuer la personnalité du peuple italien.

La « foule océanique » se compose toujours des mêmes personnes, tout au moins des personnes du même type, auxquelles il importe guère, pour beugler des hurlements approbateurs selon la mise en scène oratoire du chef du moment, la couleur de ses yeux ou celle des drapeaux dont il s'entoure: il suffit qu'il parle d'une façon catégorique.

Puis s'il égrène des mensonges ou qu'il se contredit, personne, sur la place, ne s'en aperçoit parce qu'à ce moment aucun cerveau n'est en mesure de fonctionner.

Nous devons remarquer, cependant, que ce phénomène est en régression en Italie.

DEMOCRATIE ET COMMUNISME

La première qualité demandée à toute nation qui aspire à participer au club européen a été l'existence évidente, en son sein, d'un régime démocratique et, par suite, pluraliste.

La Grèce des colonels vit la Communauté suspendre l'examen de sa demande d'admission, tant que le régime dictatorial sévissait et que le gouvernement d'Athènes ne revenait pas à la démocratie.

Ce n'est qu'après la disparition de Franco et l'instauration d'un régime démocratique, que l'habile Don Juan Carlos put avancer la demande d'admission de l'Espagne à la Communauté européenne.

Le Portugal a dû attendre non seulement la chute de Salazar, mais le rétablissement de la démocratie, après le coup de main manqué du parti communiste portugais minoritaire, pour présenter sa candidature. De toute façon, les deux nations ibériques ne verront pas leur admission mûrir suffisamment à temps pour pouvoir participer aux prochaines élections du premier Parlement européen.

Il y a quelques années de cela, à l'époque du général de Gaulle, une république socialiste de l'Europe orientale demande à être admise au sein de la Communauté, mais son régime de gouvernement ne fut pas estimé démocratique et la demande fut repoussée, à contrecœur peut-être, sur proposition de la France.

Avec de telles prémisses, les partis communistes des pays de l'Europe occidentale, participants ou candidats à la Communauté européenne, se sont manifestés, tant que cela leur a été possible, nettement contraires à une union européenne. Mais dès la fin de 1976, quand la formation de l'Europe politiquement unie se démontra être une vérité inéluctable, ils mirent en branle un transformisme radical.

Leurs premiers pas sur cette route ont été plutôt incertains et la tentative grossière de la fraction portugaise du communisme occidental de s'emparer du pouvoir, démontre que Moscou n'avait pas encore les idées claires quant aux directives à donner aux secrétariats des partis communistes des pays de l'Europe latine, à une époque où l'union européenne accomplissait son premier pas concret.

En analysant à fond cette période, nous sommes amenés à penser que la voie juste à prendre a été indiquée, même si c'est tout à fait involontairement, tout au moins dans les finalités dernières, par la tournure que le Pce donna à sa campagne électorale pour affronter les premières élections libres tenues en Espagne après quarante ans de régime franquiste.

Comme nous l'avons déjà affirmé auparavant, nous croyons à la sincérité de M. Santiago Carrillo, parce que nous estimons qu'effectivement l'esprit nationaliste espagnol est plus fort que toute sorte d'idéologie.

N'oublions pas, non plus, que le Pce ressentait - conscient du fait que les Espagnols se souvenaient encore des horreurs de la guerre civile au cours de laquelle les rouges n'avaient rien eu à envier aux fascistes quant aux atrocités - la nécessité de se présenter avec un visage nationaliste et donc tout à fait nouveau devant les électeurs.

C'est ainsi que, convaincu également de sa faiblesse numérique et conscient de n'avoir rien à perdre, le Pce joua la carte de la répudiation de la suprématie de Moscou, mais n'obtint sur le moment, cependant, qu'un succès local limité.

Cette manœuvre avait été sans nul doute possible effectuée avec un esprit sincère et sans l'assentiment préalable du Kremlin; la réaction soviétique fut, comme de coutume, si brutale et violente que le cas ne se limita à l'Espagne et eut une résonance mondiale.



Comme tout le monde le sait, le Pci et le Pcf assistèrent inertes à la tentative de lynchage que pratiqua le Kremlin contre M. Santiago Carrillo; mais le fait que l'opinion publique occidentale fut entièrement pour ce dernier, indiqua clairement quelle était la route à suivre et, cette fois, avec l'approbation du Kremlin, M. Marchais commença à prendre des distances apparentes de Moscou en se déclarant pour un communisme aux couleurs de la France et en répudiant la dictature du prolétariat.

M. Berlinguer le suivit et affirma l'acceptation, pour son parti, du pluralisme et même la poursuite de l'adhésion italienne au Pacte Atlantique, si son parti était appelé à participer au gouvernement.

Les clowneries du communisme occidental atteignent les sommets de l'habileté dans les déclarations moscovites de M. Berlinguer, en octobre 1977, à l'occasion du LX^e anniversaire de la Révolution d'Octobre.

L'excellent ami, Ugo la Malfa, dont la foi démocratique est indiscutable, en fut tellement ému qu'il embrassa symboliquement le secrétaire du Pci, lui délivra une patente de démocrate et lui ouvrit la voie du pouvoir en provoquant une crise de gouvernement.

Et toutes les cloches occidentales sonnèrent l'Alleluia pour saluer la naissance de

l'Eurocommunisme.

Réunis à Madrid, les trois secrétaires des P.C. de France, d'Espagne et d'Italie se firent photographier étreints dans un embrassement qui se voulait fraternel et de solidarité.

Au milieu, M. Carrillo avec son visage rond, radieux et souriant; les deux autres sur les côtés, les visages maigres et souffrants de porteurs d'ulcère gastrique, le regard peu convaincu et, sur leurs lèvres, un demi-sourire au vinaigre.

Diantre! Moscou, elle aussi, aurait vu cette photo; il ne fallait donc pas montrer un enthousiasme excessif à jouer ce rôle! Le patron est un type très méfiant!

Un représentant du Pci fut reçu sur le sol sacré des Usa et autorisé à illustrer les caractéristiques du nouveau-né.

Devant un tel étalage de l'aspect démocratique de la nouvelle formule communiste, les politologues étatsuniens demeurèrent perplexes, mais incapables d'en deviner le byzantinisme ils finirent par conclure que l'eurocommunisme n'était, après tout, qu'un travailisme et que toute l'équivoque provenait uniquement du nom.

Puis, comme nous l'avons vu, l'Eurocommunisme mourut dans ses langes. Paix à son âme!

Il reste donc encore à poser la question

à 64 000 dollars: qui dit communisme, dit démocratie?

LA QUESTION A 64 000\$

Suffit-il de se déclarer démocrates pour l'être réellement?

La preuve véritable de démocratie n'est évidemment fournie que par les faits; mais, selon nous, les déclarations ont, elles aussi, leur importance, tout au moins jusqu'à preuve du contraire.

Il nous semble donc particulièrement important que tant le Pci que le Pcf se déclarent démocratiques; nous sommes cependant préoccupés par le fait que cette déclaration soit contredite par des déclarations de la même source; en effet, lorsque deux déclarations sont contradictoires et ne sont pas suivies d'explications, il est évident que l'une des deux doit être nécessairement fausse ou tout au moins inexacte. Nous devons donc conclure que l'on ne peut pas croire toutes les déclarations des partis communistes occidentaux.

M. Marchais et M. Berlinguer ne voudront donc pas prendre la mouche si pour un problème d'une telle importance, comme celui de la fidélité au système démocratique, il demeure en nous un doute profond quant à la véracité de leurs affirmations.

Le cas le plus flagrant de contradictions est celui où les partis communistes occidentaux se déclarent simultanément «léninistes» et «pluralistes».

Le léninisme a pour but de parvenir à créer une société homogène par la prise du pouvoir de la part du prolétariat seulement et, par suite, sa dictature.

Or nous n'arrivons pas à bien comprendre comment on peut se déclarer «léninistes», c'est-à-dire pour la domination absolue d'un seul parti et, en même temps, «pluralistes», c'est-à-dire démocratiques au sens commun de ce mot.

Pour étayer par les faits sa démocratie, le parti communiste cite sa ferme opposition à toutes les dictatures des autres; de celle de l'Espagne de Franco à celle du Portugal de Salazar, y compris celle des colonels en Grèce et des militaires en Argentine et au Chili.

Mais il s'agit toujours et uniquement de dictatures des autres, c'est-à-dire lorsque le communisme a été vaincu et qu'il n'a pas réussi à s'emparer du pouvoir.

Cependant, partout où le pouvoir est détenu par le communisme, le pluralisme n'existe pas et y a été détruit par la violence, activant ainsi la plus classique des formes de dictature.

Les communistes de notre cru devraient, pour nous convaincre de leur démocratie, déclarer, et en agissant de conséquence, qu'ils n'ont rien à faire avec les communistes qui détiennent le pouvoir dans d'autres pays (et donc avec le communisme dictatorial) et que le nom qu'ils ont en commun n'est qu'un pur hasard.

Ce serait la rupture de l'internationalisme et, par suite, la répudiation du léninisme; mais M. Marchais comme M. Berlinguer sont totalement sourds de cette oreille.

Il est donc évident que les communistes, que ce soient les nôtres ou ceux des autres, ne sont démocratiques que lorsqu'ils sont à l'opposition; il convient donc de les y maintenir, ne serait-ce que dans leur propre intérêt.

De toute façon, comme nous sommes convaincus qu'il faut laisser une voie de secours même aux réprobés les plus endurcis, comme a démontré savoir le faire avec fermeté le Pce et son secrétaire M. Santiago Carrillo, nous désirons indiquer les points fermes sur lesquels les partis communistes français et italien doivent démontrer leur conversion effective à la démocratie.

1. Eclaircir, une fois pour toutes et avec une détermination absolue, leur place internationale, c'est-à-dire leur rapport et, par suite, leur dépendance de l'Urss.

2. Définir leur idéologie avec la précaution que le léninisme n'a jamais été et ne pourra jamais être jugé comme une forme de pluralisme, donc de démocratie.

3. Adopter à l'intérieur de l'organisation même du parti, la forme démocratique, même si cela devait comporter un préjudice pour l'efficacité de l'organisation.

Nous nous rendons compte qu'un tel processus de révision est incontestablement difficile et douloureux, au point de compromettre à la base les raisons mêmes de l'existence du communisme en tant que parti occidental.

Mais, en Espagne, le phénomène est en cours et il est juste, en outre, de payer un prix même élevé pour pouvoir se déclarer, en pleine conscience, démocratiques.

LES PARTIS POLITIQUES FRANÇAIS ET L'EUROPE UNIE

Moins d'un an nous sépare des élections européennes. Pourtant les responsables politiques des pays directement intéressés à cet événement sont encore divisés et l'horizon est toujours plein de nuages.

DIVERGENCES AU SEIN DE LA MAJORITE

On ne connaît que trop les divergences qui existent au sein des partis politiques français au sujet de l'intégration européenne en général et des élections prévues pour 1979 en particulier. Si nous en discutons aujourd'hui, c'est à la suite d'une polémique qui a eu lieu récemment au sein de la majorité même. En effet, à la fin de septembre dernier ont eu lieu les journées parlementaires de l'U.D.F. et celles du R.P.R., les deux grandes composantes de la majorité. Et quelle est la conclusion qu'on peut extraire de ces débats? Assez négatives - pour l'avenir de l'Europe du moins. Les deux formations politiques françaises ne s'accordent pas sur les relations qu'elles doivent entretenir avec le gouvernement, et elles sont en contraste sur l'Europe aussi.

M. Lecanuet, le président de l'U.D.F., a parlé à Olloules devant les journalistes. A propos de l'Europe, il a réaffirmé le soutien total de sa formation à la politique du chef de l'Etat. Commentant la lettre adressée par M. Chirac aux militants du R.P.R., M. Lecanuet a dit:

«Nous comprenons que des problèmes puissent se poser à l'intérieur du R.P.R. pour définir une politique commune sur l'avenir de l'Europe. A l'U.D.F., en revanche, personne ne soulève de questions, ne pose de problèmes dépassés. Nous sommes unanimes à souhaiter franchir ensemble l'étape de l'année prochaine; les élections au Parlement européen auront lieu au mois de juin. C'est un futur précis à inscrire au calendrier».

Il y a des divergences aussi au sujet de

l'élargissement de la Communauté économique européenne à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal. S'il y a unanimité chez les giscardiens pour approuver cet élargissement, au sein du R.P.R. les opinions divergent.

La lettre de M. Chirac dont il a été question ci-dessus a été caractérisée par Pierre Charpy, dans «la Lettre de la nation» du 28 septembre, comme suit: c'est un «condensé des analyses déjà faites par MM. Chirac, Debré, Couve de Murville et d'autres».

Mais nous savons qu'il existe au R.P.R. un courant favorable à l'intégration européenne et que les représentants les plus marquants de ce courant sont MM. Guichard et Chaban-Delmas, qui se sont déclaré à maintes reprises tout à fait contraires aux thèses soutenues par M. Michel Debré. On peut présumer que le congrès extraordinaire du Mouvement soit l'expression du désir de M. Chirac de trouver une solution d'accord. (Ce congrès aura lieu à la mi-novembre).

De son côté, M. Debré - le plus polémique adversaire de la création d'une Europe unie - ne s'est pas fait attendre. Il vient de poser une question orale avec débat demandant au Premier ministre «un réexamen urgent des termes de l'accord» sur l'élection du Parlement européen à la suite «tant des graves ambiguïtés qui subsistent sur les pouvoirs de cette Assemblée que des perspectives d'élargissement de la Communauté». Nous croyons avoir compris que le R.P.R. conteste que M. Lecanuet puisse tenir pour acquise la date des élections européennes, étant donné qu'il n'est pas établi que, d'ici le mois de juin 1979, le Conseil européen aura approuvé les dispositions indispensables pour éviter que l'Assemblée européenne ne soit en mesure d'outrepasser ses droits (voir à ce sujet l'article déjà cité de Pierre Charpy).

Mais que se passe-t-il pendant ce temps



François Mitterrand

dans le camp de l'opposition? Par exemple, qu'en disent les socialistes?

C'est à l'unanimité et dans une ambiance que chacun s'est attaché à détendre au maximum que les parlementaires socialistes ont ratifié le 27 septembre, à Montpellier, la position définie par le bureau exécutif du P.S. sur le problème de l'élargissement de la Communauté européenne. Cette position est synthétisée par «Le Monde» du 29 septembre dans les termes suivants:

«Les socialistes, qui sont en principe d'accord avec ce processus, ne ratifieront le traité d'élargissement que si quatre conditions préalables sont remplies. Ces quatre conditions concernent la politique agricole commune, l'industrialisation, le développement régional et les étapes transitoires. A ces quatre conditions de fond s'ajoute une revendication de forme. Le P.S. réclame un débat parlementaire avant que ne s'ouvrent les négociations internationales».

DES CONDITIONS, TOUJOURS DES CONDITIONS

M. François Mitterrand a soumis au bureau exécutif du P.S. une résolution très significative qui a été approuvée à l'unanimité. Nous en reproduisons quelques passages qui démontrent, sans doute, du réalisme, la conscience des obstacles, mais aussi la distance qui nous sépare encore de la solution des graves problèmes que pose l'accomplissement de l'idéal de l'unification européenne:

«Le parti socialiste a l'intention et la volonté de contribuer à l'élargissement de

la C.E.E. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne... Le traité de Rome, le programme du parti socialiste, le programme commun du gouvernement de la gauche, ne fixaient pas d'autres conditions à l'ouverture de négociations pour l'élargissement que la chute des dictateurs qui oppriment les peuples de ces pays...».

Et, tout de suite, les réserves, les objections, etc. Elles se révèlent tellement sérieuses qu'elles annulent pratiquement les belles déclarations du début. Mais donnons encore une fois la parole à M. Mitterrand:

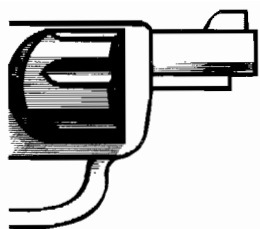
«Cependant, si la participation de ces trois nouveaux pays aux institutions politiques de la Communauté est souhaitable, l'ampleur des difficultés économiques soulevées par l'élargissement est considérable... La perspective de l'élargissement suscite chez les travailleurs et dans les milieux professionnels concernés, des inquiétudes justifiées. Aussi le parti socialiste subordonne-t-il son accord à l'adoption d'un certain nombre de mesures qui lui paraissent indispensables».

Quelles sont ces mesures indispensables?

«Dans l'immédiat... un large débat parlementaire doit nécessairement précéder toute négociation (et ensuite) la refonte radicale de la politique agricole commune. Celle-ci devra comporter une véritable organisation des marchés pour les productions affectées par l'élargissement (viticulture, fruits et légumes, en particulier), afin de garantir les revenus et d'améliorer les conditions de vie et de travail...» Nous lisons ensuite que pour prévenir les spéculations sur la fluctuation des monnaies et le dumping, il faudrait appliquer à l'Europe élargie le système minimal de prix vérifiés aux frontières dans la monnaie officielle des pays d'importation. Une autre condition concerne l'industrie:

«Il convient de dénoncer l'accord franco-espagnol de 1970... qui établit entre les deux pays une inégalité de traitement douanier intolérable. Des dispositions devront intervenir... avec les travailleurs intéressés et leurs organisations syndicales afin de permettre aux secteurs en situation difficile (sidérurgie, chantiers navals, textile, chaussures) de maintenir et de développer leur activité. La troisième condition est un plan détaillé de renforcement de la politique régionale...».

(lire la suite page 18)



MAUX D'EUROPE

VIOLENCE ET FANATISME

de ROBIN C. HOOD

Cruauté et violence sont les deux maux qui pèsent sur l'Europe; mais le phénomène est répandu et couvre toute notre planète.

Il semble que l'agressivité qui se dissimule dans chaque homme trouve, dans la vie contemporaine, le terrain le plus favorable pour se déchaîner et se propager.

La stimulation de l'horreur que chaque épisode de violence suscite en nous, épisode qui se répète toujours plus fréquemment, trouve une réponse émotive toujours plus faible. Il est évident que nous nous trouvons sur la voie d'une accoutumance qui tend à se transformer en une indifférence sombre et résignée, du moment que le cas ne nous touche pas directement, que ce soit de loin ou de près.

Le spectacle le plus stupéfiant qu'offre notre époque est cette tendance à la régression, au retour à la barbarie.

Notre civilisation, scientifique et technologique, engendrée par des opérations de pensée logique, est toujours plus peuplée de masses, pour la plupart jeunes, qui apparaissent, comme jamais, en proie aux passions, qui suivent des chefs charismatiques qui leur offrent des slogans préfabriqués n'ayant besoin d'aucun raisonnement pour être assimilés; il leur suffit de crier en chœur pour manifester de la haine, pour s'autoexciter et donc, comme résultante finale, pour donner libre cours à la violence.

Le Mal qui se propage dans le monde est d'antique renommée: le fanatisme.

Il est donc d'autant plus incroyable que ce soit justement au sein de la jeunesse européenne la plus cultivée, de l'élite ouvrière et du monde étudiant que s'alignent des préjugés, que trouvent un terrain dans lequel s'enraciner des dogmes, des mythes et des idéologies surannées, que soient acceptées et assimilées des simplifications exclusives et intolérantes qui ne résisteraient même pas à un examen rapide et

logique et qui, pourtant, sont absorbées et acceptées, constituant ainsi la prémisse où mûrit et tire ensuite son origine la plus pernicieuse des guerres: la guerre de religion.

Qu'elle soit de religion ou idéologique, il s'agit là de la plus exécration des guerres parce que les antagonistes ne se limitent à s'y mesurer, mais ils incarnent l'adversaire comme étant l'Ennemi Absolu, le Mal et l'Erreur qui non seulement doit être vaincu, mais exterminé sans pitié et torturé sans exclusion de coups.

Il semble planer, dans l'Europe, à l'aube de l'an 2000, le pire esprit de la première croisade, celui qui fit décrire, il y a neuf siècles de cela, le massacre des musulmans à la suite de la conquête de Jérusalem avec les mots blasphématoires: «Tous les hommes, les femmes et les enfants de la Ville sainte furent passés au fil de l'épée et tués, et pendant trois jours le sang des infidèles a coulé à flots dans les rues de Jérusalem pour la plus grande gloire de Dieu».

Le démon de la guerre de religion tire, de nos jours, son origine de l'antagonisme radical entre les deux plus grands systèmes qui dominent, depuis plus de trente ans, le monde sans être contrariés: le capitalisme et le communisme, et nous sommes en train d'assister à la «chasse aux sorcières» la plus étendue qui ne se soit jamais produite.

Suscité et alimenté suivant les règles de l'art par les détenteurs du pouvoir, le fanatisme engendre l'intolérance et le racisme (de couleur de peau ou politique) et, enfin, une haine destructrice.

Tout fanatisme croit n'être que lui et lui seul du côté de la raison.

«Gott mit uns» était gravé sur les boucles des ceinturons des soldats du III^e Reich.

«Dieu est avec nous» et celui qui ne pense pas comme nous est l'ennemi, l'infidèle à détruire.

Aucun colloque n'est possible entre les membres des bandes fanatisées, car les chefs, eux aussi, ne l'admettent pas.

Lorsqu'au cours du premier conflit mondial il arrivait que pendant la guerre de position les soldats des tranchées opposées s'échangeaient des cigarettes et fraternisaient, les contingents *coupables* étaient immédiatement transférés ailleurs; et lorsque sur le front occidental, Français et Allemands, immobilisés dans les bunkers des lignes Maginot et Siegfried, s'affrontaient sans combattre, les gestes chevaleresques réciproques à l'égard des blessés au cours d'assauts entre des patrouilles créèrent un embarras considérable au sein des états-majors respectifs.

L'EUROPE OCCIDENTALE

L'Europe occidentale est devenue le lieu principal d'affrontement de ces fanatismes antagonistes. Les murs de nos villes sont barbouillés d'écrits forcenés et nos rues résonnent de slogans menaçants, de véritables cris de guerre, préludes à des agressions bestiales, et la couleur du sang est le dénominateur commun des courants politiques qui déchaînent la violence.

Nous n'avons plus une perception réelle de ce qui se passe autour de nous et le danger mortel est que nous nous habituons à cette violence qui pourrait nous emporter dans une guerre civile épouvantable qui transformerait l'Europe en un second et tragique Liban.

Pour dominer cette situation et éviter le danger qui nous menace, il est déjà en cours une coopération internationale européenne contre le terrorisme et diverses rencontres, au niveau des ministres de l'Intérieur et des chefs de police, se sont déjà déroulées, dont la dernière récemment à Vienne.

Mais leur sujet a été le terrorisme destructif et non la violence généralisée au milieu de laquelle nous vivons.

Personnellement, nous ne sous-évaluons pas du tout le phénomène du terrorisme et nous estimons qu'en raison, justement, de son caractère destructif, de l'atrocité de ses actions et de ses liens internationaux probables, il mérite l'attention la plus vive, une structure appropriée des organes de police et de sécurité, ainsi qu'une législation adéquate qui leur permettent une liber-

té d'action suffisante, dans le respect de la démocratie.

Nous ne voulons cependant pas que soit sous-évaluée, par contre, par les gouvernants européens, la nécessité d'un front unique contre la violence généralisée qui secoue le tissu social même de nos villes. Parmi ses «victimes blanches», il faut peut-être compter également le «Pasteur souriant», le pape Jean-Paul I°, dont la disparition soudaine et inattendue semble pouvoir être attribuée à l'émotion qu'il éprouva en apprenant, guère plus d'une heure avant son décès, qu'à Rome deux jeunes gens avaient été frappés à mort par d'autres jeunes adversaires politiques.

«Et maintenant, ils se tuent même entre garçons» s'exclama profondément attristé le «Pasteur souriant» et il semble que ce furent ses dernières paroles.

Pour combattre cette violence généralisée, on ne peut évidemment pas faire appel aux instruments de police indispensables pour lutter contre le terrorisme, mais il convient de revenir aux sources du phénomène et de prendre des mesures appropriées.

Et comme cette violence, ce démon de la «guerre de religion» tire son origine, comme nous l'avons dit, de l'antagonisme entre les deux puissances qui dominent depuis la fin de la guerre le monde, il est nécessaire, à notre avis, que l'Europe prenne conscience d'elle-même, s'unisse et constitue cette troisième force qui non seulement sera un élément d'équilibre mondial et donc de paix, mais éloignera de son territoire le conflit des idéologies opposées et, par suite, fournira à ses jeunes, comme drapeau idéal, la paix et la collaboration entre les peuples, buts civils dont les instruments de réalisation sont la concorde et non la violence, la bonne volonté et non le P. 38 et les barres de fer.

Nous sommes persuadés que tous les chefs de gouvernement européens sont déjà convaincus que telle est l'unique voie qui nous ramènera à la lumière du progrès et de l'évolution civile.

Nous ne sommes cependant pas aussi sûrs que les partis politiques européens l'aient bien compris, comme ne l'ont certainement pas compris ces intérêts économiques qui ne savent pas soumettre leur égoïsme à la nécessité vitale que l'Europe soit unie au plus vite.

Trente-quatre ans après

MOSCOU, 9 octobre 1944

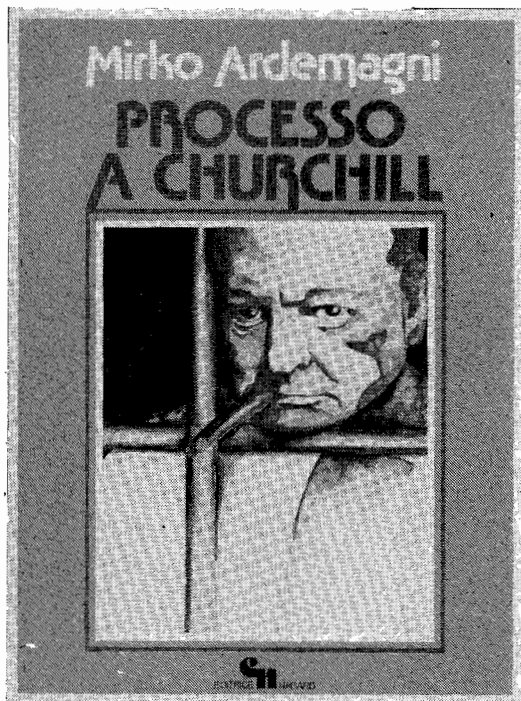
Il y a des faits se rapportant à la Seconde Guerre mondiale qui, à bien y penser, font venir, aujourd'hui encore, la chair de poule.

Alors qu'il était déjà en proie à une forme évidente et irrémédiable de décadence physique et mentale, qu'il était possédé plus que jamais, au cours des dernières années du conflit, d'une déambulomanie et qu'il parcourait tout le globe, de Roosevelt à Staline et de Staline à Roosevelt, pour pouvoir prendre, de son propre chef, d'importantes décisions historiques sans devoir se soumettre aux décisions de ses collègues de Westminster qui, malgré tout, étaient, de tous les hommes d'Etat de l'époque, les dépositaires de la pondération la plus méditée, Churchill se rendit à Moscou le 9 octobre 1944, accompagné de Sir Anthony Eden qui, dès l'époque de Baldwin et de Chamberlain, avait toujours été l'exécuteur aveugle de ses volontés, l'inexistant Personne dont se servit le nouvel Ulysse pour rendre vaine la voix de Polyphème.

Ce soir-là, après avoir été reçu à son arrivée à Moscou avec un grand cérémonial par Molotov, Churchill dîna avec Eden en tête à tête dans une maison préparée avec tout le soin et le confort qu'il aimait justement et, naturellement, avec les parois truffées de micros bien cachés. La table était celle que les Russes préparaient en de telles occasions avec un faste tout byzantin et une abondance de boissons, dans l'intention d'obtenir les faveurs des hôtes alliés. Ils connaissaient désormais fort bien, d'ailleurs, les habitudes de Churchill qui, étant égocentrique à l'extrême, n'en faisait aucun mystère. «Ma règle de vie prescrit comme un rite absolument sacré de fumer des cigares et également de boire de l'alcool avant, après et, si nécessaire, pendant les repas et les intervalles de ces repas». (1)

A dix heures du soir, il se rendit avec Eden au Kremlin pour participer à la conférence prévue avec Staline et Molotov, et à laquelle devaient assister le commandant Birse et Pavlov comme interprètes.

La guerre est finie depuis plus de trente ans et la mémoire des hommes qui ont la chance de vivre dans les pays libres de l'Europe occidentale est labile, surtout lorsqu'il s'agit d'événements qui ne les ont pas touchés de près. Mais afin qu'il ne puisse pas surgir de doutes dans l'esprit des futu-



Copie photographique du document original écrit de poing par W. Churchill et visé par Stalin.

44. Attached is Iuliu Vlad's translation. (Red
Roumanian with added Latin).

Russia 90%

The Other 10%

Greece G. Bonfantis 90%

- in accord with USA.

~~Heretofore~~
Russia

10%

Yugo Slavia

50/50%

Hungary

50/50%

Bulgaria

Russia 75%

The Other 25%

res générations et des contemporains, quant à la crédibilité du comportement surprenant de Churchill lors de cette séance d'une importance capitale pour l'histoire de l'Europe et du monde, il est préférable de citer textuellement ses «Mémoires», en reproduisant la description de cette rencontre faite au quinzième chapitre du onzième tome, là où il se vante presque de sa «demi-feuille de papier» avec laquelle il jetait les Balkans dans les bras de l'U.R.S.S. et en sanctionnait la conquête.

«Le moment était adapté pour traiter. C'est ainsi que je déclarai: mettons nos affaires au point dans les Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons là-bas des intérêts, des missions et des agents. Ne soulevons pas de contrastes entre nous pour de petites choses.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. aimeriez-vous - demandai-je à Staline - avoir 90% de prédominance en Roumanie et nous-mêmes 90% en Grèce et fifty-fifty pour la Yougoslavie? Pendant que l'on traduisait ce que je venais de dire, j'écrivis sur une demi-feuille de papier:

Roumanie : à l'U.R.S.S. 90%
aux autres 10%

Grèce : à la Grande-Bretagne 90%
(en accord avec les Etats-Unis)
à l'U.R.S.S. 10%

Yougoslavie: 50% - 50%

Hongrie : 50% - 50%

Bulgarie : à l'U.R.S.S. 75%.

Je poussai la feuille vers Staline qui, entre-temps, avait écouté la traduction. Il y eut une courte pause. Puis le maréchal prit le crayon bleu, fit un grand signe sur la feuille et nous la rendit. Le temps pour arranger tout ceci fut aussi court que celui que nous employâmes pour nous asseoir... Après quoi il y eut un long silence. La feuille avec le signe fait au crayon resta au milieu de la table. Je déclarai, à la fin: ne serons-nous pas considérés comme des cyniques si l'on apprendra la façon improvisée avec laquelle nous avons pris ces décisions si graves pour des millions d'hommes? Brûlons la feuille».

«Non. Conservez-la, répliqua Staline. Et c'est ce que je fis».

(extrait de «Procès à Churchill»
de Mirko Ardemagnri

(1) W. Churchill - «La Seconde Guerre mondiale».

DA MILANO TELEX

A SUA SANTITA

GIOVANNI PAOLO SECONDO

CITTA DEL VATICANO-

CONFIDIAMO ALLA SANTITA VOSTRA LA NOSTRA SPERANZA GIA ESPRESSA AL
COMPIANTO SUO PREDECESSORE PER LA PROSECUZIONE DI UNA EFFICACE
AZIONE ECUMENICA CHE PORTI ALLA UNIFICAZIONE DELLE CHIESE CRISTIANE
ELEMENTO SPIRITUALE PORTANTE DI UNA UNIONE EUROPEA-
DEVOTAMENTE-

COSTANTINO DRAGAN PRESIDENTE FONDAZIONE EUROPEA

DRAGAN FORO TRAIANO 1 ROMA+

LE SOUFFLE DE L'EUROPE

de JEAN GAUD

On a senti le souffle de l'Europe sur Lausanne. C'est avec émotion que j'ai vu hier à Beaulieu ces vieux lutteurs de l'idée européenne - qui étaient les invités du Cercle de la presse lausannoise - tels MM. Edmond Giscard d'Estaing, président du jury qui a attribué le Prix Coudenhove-Kalergi à Raymond Barre, et père du président français; Gérard Bauer, ministre plénipotentiaire suisse auprès de la CECA; Alfred Maleta, professeur; Hans-Joachim von Merkatz, plusieurs fois ministre dans les gouvernements Adenauer; Vittorio Pons, secrétaire général de l'Union paneuropéenne, l'archiduc Otto de Habsbourg, président du bureau exécutif de l'Union européenne et Constantin Dragan, Vice-président de l'Union et président de la Fondation Européenne Dragan. Il est fascinant et impressionnant d'avoir en face de soi une telle brochette d'artisans de marque de la construction de l'Europe, et de se dire que tous ces hommes ont contribué d'une manière parfois éclatante et décisive dans la foulée de Coudenhove-Kalergi à l'édification de l'Europe.

L'Europe n'a souvent pas bonne presse, on le sait. Or ces hommes ont su, hier, faire reflourir - l'espace d'une journée trop courte - l'enthousiasme de leur jeunesse de pionnier pour nous démontrer, à nous, plus jeunes ou plus indifférents, que rien ne peut se faire sans un véritable élan, sans un véritable engagement de tous les jours.

Les membres de ce comité se sont montré particulièrement éloquents sur la portée des élections, au suffrage universel, du Parlement européen, qui doivent se dérouler l'année prochaine. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, affirme M. Giscard d'Estaing, la jeunesse s'intéresse d'une façon étonnante à cet événement européen. C'est une façon comme une autre, pour ces ardents combattants, de démontrer que la continuité de l'Europe est assurée. Il s'en trouve même parmi eux pour souhaiter que la Suisse - à laquelle beaucoup d'éloges ont été décernés hier - siège en qualité d'observateur au Parlement européen. «Soulignez bien, s'il vous plaît, que je ne conçois pas d'Europe sans

la Suisse», s'est écrié M. Vittorio Pons.

Quant à M. Raymond Barre, le Premier ministre français et lauréat émérite, il s'est montré fidèle à lui-même. Précis, intelligent, réaliste. Dans son discours, il a su mettre en évidence les aspects véritablement novateurs de la pensée de Richard Coudenhove-Kalergi, à savoir que les nations européennes devaient s'unir pour relever le défi des Etats-continentaux (dès 1923). Mais M. Barre n'a pas manqué non plus - ce qui fait la base de la politique française d'aujourd'hui - d'indiquer que Coudenhove-Kalergi ne sacrifiait guère cependant le fait national à l'union européenne. Et de le citer: «La Paneurope ne s'oppose à aucun idéal national, mais permet la réalisation de chacun. La grandeur de la culture européenne et la supériorité de l'Europe viennent de sa division en nations, de ses traditions nationales».

Reprenant cette affirmation à son compte, M. Barre affirme: «L'Europe ne peut se faire contre les nations». Sous-entendu: Elle ne peut se faire qu'avec les nations.

Recevant quelques journalistes à l'issue de la cérémonie, M. Barre a estimé que sa visite en Suisse avait été très «intéressante, fructueuse et amicale».

Comme un confrère s'étonnait qu'aucun chef de gouvernement français ne soit venu en Suisse depuis

la Deuxième Guerre mondiale, M. Barre a déclaré que les dirigeants des deux pays se rendaient si souvent dans le pays voisin «qu'il n'était pas nécessaire d'en faire chaque fois des visites officielles».

M. Barre a aussi évoqué les problèmes du GATT,

de la politique monétaire et économique européenne, ainsi que du désarmement. A propos de ce dernier sujet, il estime que, dans ce cadre, il faut aussi tenir compte du «droit à la sécurité» de chacun des Etats. Logique française.

(«24 Ore» - Journal romain)

En attendant le passeport européen

Parmi les très peu de signes tangibles de l'existence d'un noyau d'Europe unie on cite souvent le passeport européen. N'oublions pas que 1978 avait été fixé en principe comme date limite pour l'introduction dans la Cee d'un type unique de passeport. Et qu'est-ce qu'on constate en réalité? Quiconque a pris ses vacances l'été dernier à l'étranger dans la Communauté européenne s'est rendu compte combien l'existence du Marché commun a peu fait pour faciliter la vie du voyageur. Passeports, contrôles aux frontières, formalités douanières, etc. Donc, plus de vingt ans après la signature du traité de Rome, l'idéal d'une Cee où l'on pourrait circuler aussi librement que dans son propre pays demeure un rêve.

L'introduction de l'«europasseport» aurait été un fait symbolique important et en même temps plutôt inoffensif, puisqu'il n'aurait impliqué aucun changement en dehors du fait que neuf passeports, aujourd'hui de forme et de couleur variées, auraient acquis la même couverture (avec les mots «Communauté économique européenne» et en plus le nom du pays émetteur). Et pourtant cette modeste réforme s'est révélée politiquement si délicate que les pays intéressés ne se sont pas encore mis d'accord. De nombreuses heures de débats ont été consacrées au choix de la couleur (une teinte lilas semblait bénéficier d'une assez large faveur), à discuter les mérites comparés des couvertures dures et molles et à décider si les mots «Communauté économique européenne» devaient figurer avant le nom de l'Etat membre, ou vice versa.

Mais c'est surtout la question de la langue qui a créé des difficultés insurmontables. La solution de bon sens était que le contenu de chaque passeport soit imprimé en trois langues (celle du pays émetteur, l'anglais et le français, celles-ci étant des langues internationales). Mais l'orgueil national l'emporta sur le bon sens. A l'heure actuelle, il semble qu'il faille choisir entre un passeport en trois langues et un passeport dont le contenu serait répété six fois dans chacune des langues de la Cee, puis sans doute neuf fois - après l'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. Cette dernière éventualité n'est-elle pas vraiment absurde?

Le conflit est si inextricable que la question de l'«europasseport» a été discrètement éliminée de l'ordre du jour politique de la Cee. Par conséquent il faut supposer que la question a été ajournée sine die; bel exemple d'esprit communautaire!

Lettres de Belgique

L'Europe, plaidoyer pour un néo-libéralisme?

de PAUL VAN OYE et MARC DOORENBOS

Peu de gens ont encore à l'esprit, de nos jours, que le concept européen est et demeure avant tout un concept économique. N'entendons-nous pas constamment répéter que la réalisation de l'intégration des neufs marchés nationaux ayant d'ores et déjà porté ses fruits, il ne reste plus aux pays européens qu'à trouver leur cohésion sur le plan politique?

Certes, les premières mesures de libéralisation du marché européen ont eu des conséquences aussi positives qu'irréversibles: l'abaissement des barrières douanières a provoqué une mutation profonde de la structure concurrentielle des marchés, comme en témoigne l'augmentation spectaculaire des échanges. Mais ici ne s'arrête pas l'acquis économique européen et, surtout, ici commence la tâche la plus importante des bâtisseurs de l'Europe, à savoir la définition de la spécificité économique européenne, au-delà des divers traités et conventions.

Globalement, il est permis d'affirmer que les systèmes économiques en vigueur dans les pays européens ont en commun quatre caractéristiques, à savoir la propriété largement privée des moyens de production, la libre disposition des biens produits, des marchés concurrentiels et mobiles, une maximisation de la rémunération de l'ensemble des facteurs de production. De plus, l'histoire a gratifié chacun des pays de caractéristiques propres; ainsi, si la Grande-Bretagne est le théâtre privilégié de «*l'économie du bien-être*» où l'Etat joue à la fois le rôle de l'ogre fiscal et celui de la grand-mère sécurisante, si la France et l'Italie sont les terrains d'un interventionnisme

poussé de la part de l'Etat (rôle du Plan, nationalisations), si la Belgique est franchement «*concertatiste*» et les pays scandinaves «*coopératistes*», les régimes allemand et suisse seront plutôt qualifiables de néolibéraux, tant le rôle de l'Etat est discret et tant l'accent est mis sur les vertus de la libre concurrence.

Ce cadre étant défini, il est intéressant de voir quels sont les obstacles à l'intégration économique européenne et comment ces obstacles peuvent être franchis.

Le premier obstacle et probablement le plus épineux à court terme est bien entendu le nationalisme latent des politiciens et des managers européens. A titre d'exemple, nous citerons trois domaines dans lesquels ce nationalisme prend une ampleur condamnable à notre sens:

La structure libérale de l'économie mondiale favorise les entreprises de grande taille; les raisons de cette situation sont d'ordres techniques, commerciaux, financiers (la littérature consacrée à ce sujet est abondante). Il était donc tout indiqué aux entreprises européennes de se regrouper. En cette matière, si les exemples de regroupement sectoriels nationaux sont nombreux, les fusions à l'échelon européen sont rarissimes (Agfa-Gevaert), d'autant plus que la plupart d'entre elles sont antérieures au marché commun (Unilever, AKZO). Outre le nationalisme déploré, il est certain que la lenteur avec laquelle les autorités législatives européennes élaborent le statut d'entreprise européenne constitue une entrave aux fusions intra-européennes.

A l'échelon mondial, les pays européens possèdent un retard manifeste sur

leurs concurrents américains et japonais en matière de recherche et de développement technologiques. Consciente des répercussions de ce retard sur son avenir, l'Europe tente de rationaliser ses efforts et ses dépenses en la matière; hélas, certains pays, soucieux de préserver leur statut de «*mini-super-puissance*», entravent ces efforts européens en rendant impossible la coordination de la recherche dans des domaines de pointe, au nom de la spécialisation et de la théorie du «*juste retour*» des efforts nationaux.

Un autre aspect des efforts d'intégration européenne met en évidence le caractère négatif du nationalisme si présent dans les domaines de progrès et de rentabilité: en 1951 fut signé le traité C.E.C.A. consacrant l'autorité européenne dans les secteurs du charbon et de l'acier. Cette victoire de la conscience européenne fut peut-être celle de la solidarité dans la déchéance; si chacun sait l'état pitoyable vers lequel évoluait l'industrie charbonnière européenne, seul le manque de clairvoyance des leaders concernés expliquerait que leur conscience européenne prit le pas sur leurs intérêts nationaux.

Mais il est un obstacle plus insidieux à la construction d'une Europe totale et unique, nous avons cité le choix d'un modèle de société unique et voulu par tous. Traiter complètement cette question mérite probablement un ouvrage fort épais tenant compte des réalités de chaque pays, et nous ne voudrions apporter, ici, que quelques éléments d'appréciation des chances qu'un système économique fondamentalement libéral a de rester implanté à l'échelon européen.

Partant de ce que les pays européens se sont inspirés, depuis 1945, du «*modèle américain*» dans les domaines économiques, il est incontestable que c'est à partir de ce modèle qu'il faut raisonner pour savoir vers quel régime se dirige l'Europe. Cependant, si le libéralisme américain a inspiré l'Europe, il serait hardi d'en déduire que celle-ci est condamnée à suivre les traces de son grand frère d'Outre-Atlantique. En effet, les deux continents se sont progressivement distingués dans deux domaines fondamentaux:

- le domaine social où, par exemple, l'Europe condamne les licenciements de rationalisation, à l'inverse des USA

- le domaine de la puissance publique où les monopoles d'Etats européens sont monnaies courantes, de même que l'exécution de plans économiques précis et autoritaires.

En définitive, on est en droit de se demander quelles sont les raisons de la survivance de l'économie de marché jusqu'à nos jours. Parmi celles-ci, il en est une qui mérite une attention toute particulière, il s'agit de la nécessaire acceptation du système par la majorité: idée d'apparence triviale, mais qui cache plusieurs aspects:

- tout d'abord, acceptation ne signifie pas pusillanimité et le meilleur système ne sera générateur de progrès qu'à la condition d'être dynamique, prospectif, et surtout, autocritique

- ensuite, l'acceptation du système doit être profonde, autrement dit, elle ne peut être basée que sur base d'une information complète et objective, bref, d'une véritable instruction de chacun des agents économiques du système.

A ce sujet, tant l'apathie du petit épargnant devant les alternatives de placement de son épargne que les absurdités économiques prononcées quotidiennement par l'homme de la rue témoignent des lacunes dans ce domaine en Europe, terre où l'élitisme est péniblement resté une valeur sacrée... pour l'élite.

- enfin, et corollairement au point précédent, il semble que l'opinion ne peut accepter un système qu'à la condition que celui-ci soit relativement transparent: à ce propos, il semble bien que les promoteurs du socialisme libéral aient compris l'aspiration du travailleur à une entreprise aux dimensions humaines, dans laquelle il se sente concerné, informé et participant.

En conclusion, nous dirons que l'information complète et objective, indispensable à la participation de tous, est vraisemblablement ce qui manque le plus à l'Europe d'aujourd'hui; si l'Europe a la possibilité de se fixer sur un socle néo-libéral original, tout en respectant les spécificités politiques et économiques nationales, il est indispensable que la base, la population, soit informée afin qu'elle entraîne ses représentants politiques à abandonner leurs mesquines considérations nationalistes au profit d'un progrès total de la société européenne.



C.E.E. et...

CHOMAGE

Le chômage dans les neuf pays du Marché commun a augmenté au cours du mois de juillet 1978.

En juillet, le nombre total des chômeurs s'élevait à 5 850 000, soit 5,5% de la force de travail contre 5,2% de juin et 5,4% de juillet 1977.

Cette augmentation est due tant à l'inscription dans les bureaux de placement des néo-diplômés qu'à la diminution de l'embauche.

L'augmentation la plus forte s'est produite en Belgique, au Luxembourg et en Grande-Bretagne.

En Italie, il a été enregistré une légère flexion, mais les données définitives manquent encore.

Le niveau atteint en juillet par le chômage est le plus élevé en termes réels comme en pourcentage, après celui de mars qui était de 5,6%.

Au mois de juillet, le chômage s'élevait à 3,6% de la force de travail en Allemagne fédérale (3,4% en juin), à 5% en France (4,8% en juin), à 6,8% en Italie (6,9% en juin), à 4,3% aux Pays-Bas (3,9% en juin), à 8,7% en Belgique (7,5% en juin), à 0,7% au Luxembourg (inchangé en juin), à 6,1% en Grande-Bretagne (5,6% en juin), à 8,6% en Irlande (inchangé en juin) et à 5,9% au Danemark (inchangé en juin).

HOTELS ET RESTAURANTS

«Les restaurants de Bruxelles sont les plus chers de l'Europe occidentale». C'est ce qui ressort d'une recherche statistique intéressant vingt villes européennes que le ministère du Tourisme français a récemment publiée.

Il résulte de cette publication, si l'on prend comme terme de comparaison Paris à qui l'on attribue un indice égal à 100, que la capitale belge est en tête dans le classement du «restaurant cher» avec un indice de 166, suivie de Genève (146), Munich (105), Hambourg (104), Londres (103), Paris (100), Madrid (82), Barcelone (81), Venise (80), Milan (70), Florence (59) et Rome (55).

Bruxelles, cependant, cède ce palmarès peu envié des prix les plus élevés à Hambourg en ce qui concerne les nuitées en hôtel.

Si l'on conserve l'indice 100 pour Paris, nous trouvons le classement suivant dans ce secteur: Hambourg (200), Berlin (156), Francfort (152), Genève (135), Amsterdam (123), Londres (112), Bruxelles (104), Paris (100), Florence (95), Rome (88), Milan (87), Marseille (79), Madrid (57), Barcelone (51).

EN 1990, L'ITALIE SERA LE PAYS LE PLUS PEUPLE DE LA CEE

Quel est le pays de la Communauté économique européenne le plus peuplé? En 1977, l'Allemagne fédérale, suivie de la Grande-Bretagne et, immédiatement après, l'Italie; mais les prévisions pour 1990 renversent l'ordre de ces trois pays.

L'Italie viendra largement en tête avec environ 59 millions d'habitants, suivie de la Grande-Bretagne, qui conservera la deuxième place avec plus de 58 millions, et l'Allemagne fédérale avec 55 millions d'habitants.

La question peut, cependant, en dissimuler une autre. Quel est le pays dont le taux moyen d'augmentation de la population est le plus faible? C'est l'Allemagne fédérale avec -0,48% pour la période 1975-76.

Inversement, c'est l'Irlande qui détient la première place du *baby-boom*.

Le dialogue entre la Communauté économique européenne et le tiers monde a repris le 19 septembre 1978.

A l'occasion de cette nouvelle rencontre, il a surtout été question d'échanges commerciaux, alors qu'une autre question à l'ordre du jour a été celle des aides financières.

Les Neuf de la Cee ont comme interlocuteurs 53 pays en voie de développement se situant en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique.

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont manifesté l'intention de supprimer l'aide financière aux pays qui violeront les normes des droits humains, mais la France et les autres pays de la Communauté s'y sont opposés.

Les colloques de Bruxelles constituent une suite de «l'accord de Lomé», passé en 1976 entre la Cee et les ex-colonies.

Ce pacte prévoyait environ cinq milliards de dollars d'aides financières distribués par les Européens sous diverses formes d'assistance dont, entre autres, le système des prix garantis pour les matières premières. L'«accord de Lomé» échoit en mars 1980; d'où les préliminaires pour le renouvellement et les éventuelles modifications.

Les représentants des neuf pays membres de la Cee ont cherché à se mettre d'accord entre eux sur une position de négociations, mais de nombreuses questions importantes restent encore en suspens.

Les ministres des pays communautaires ont poursuivi la discussion lors de la réunion du 10 octobre à Luxembourg.

LES PARTIS POLITIQUES FRANÇAIS ET L'EUROPE UNIE

(suite de la page 7)

Les socialistes estiment enfin - et ceci est décisif et essentiel - que l'élargissement de la C.E.E. doit se faire par étapes multiples et différenciées dont on ne peut déterminer par avance la durée. «S'il apparaît souhaitable que, dès la ratification de l'accord le concernant, chaque pays candidat participe pleinement aux institutions de la Communauté, en revanche, l'intégration é-

conomique ne se conçoit que sur une longue période».

On passe ensuite à une critique de M. Valéry Giscard d'Estaing, accusé d'avoir déjà pris des engagements hâtifs vis-à-vis des pays candidats, sans procéder à la moindre consultation. Et la conclusion:

«Le parti socialiste ne peut suivre ni ceux qui affirment... un oui sans conditions à l'élargissement, ni ceux qui, avec le parti communiste, ferment définitivement la porte à l'Europe du Sud, par un «non, jamais». Il ne prendra sa position définitive que lorsque, la négociation étant terminée, il sera à même d'en apprécier le résultat au regard des conditions préalables ainsi définies».

LES SOCIALISTES: «NOTRE SOLITUDE FERA NOTRE FORCE!»

En commentant ce document, M. Miterrand a déclaré: «Quel Français ne comprendra pas que c'est le simple bon sens que d'aller vers l'Europe en défendant bec et ongles les intérêts des travailleurs et des producteurs français? Notre solitude fera notre force. Nous sommes déterminants».

A bon entendeur, salut!

Observateur

BULLETIN EUROPEEN			
Foro Traiano, 1/A - 00187 Rome			
A B O N N E M E N T S			
<i>Italie:</i>			
ordinaire	lires	6 000	
de soutien	lires	30 000	
<i>Autres pays européens:</i>			
ordinaire	ff.	50	
de soutien	ff.	250	
<i>Pays extra-européens:</i>			
ordinaire	USA \$	20	
de soutien	USA \$	60	
(ou contre-valeur dans une autre monnaie européenne - ou dollars)			

LIVRES REÇUS LIVRES REÇUS LIVRES REÇUS LIVRES REÇUS

S.Fényes, *Ungaria revizionistă*, Edizioni Europa, Roma, 1978, 176 pages.

Cette réimpression d'un livre polémique dont la première édition remonte à la veille de la Deuxième Guerre mondiale (Bucarest, Editura Mureş) s'explique très bien par son actualité. En effet, la Hongrie est plus que jamais «révisionniste» aujourd'hui, et en lisant ce livre on s'aperçoit qu'elle l'est de la même manière et presque avec les mêmes arguments.

Pour être corrects il faut quand même noter une différence assez nette: le révisionnisme d'il y a quarante ans était proclamé sans réticence, par les dirigeants politiques de Budapest, il s'étalait dans les journaux et envenimait bon nombre de livres, manuels scolaires y compris. En revanche, le révisionnisme hongrois actuel se manifeste en sourdine et par des sous-entendus dans les déclarations et publications officielles, et se donne libre cours dans les manifestations des réfugiés politiques hongrois qui ont trouvé asile en France, en Suisse, en Allemagne, aux Etats-Unis, etc. L'unité des vues entre les communistes de Budapest et les anti-communistes qui ont quitté leur mère patrie est à cet égard totale et inquiétante.

Liée à la Roumanie par le fait de se trouver dans le même bloc et d'avoir le même régime politique, la Hongrie se sert surtout de la voix des exilés pour attaquer sa «soeur», en l'accusant de violation des droits de l'homme et de persécution de la minorité hongroise de la Transylvanie - une raison de plus pour soulever la prétention d'annexer de nouveau cette région roumaine à la Hongrie. Le révisionnisme actuel des Hongrois se concentre dans cette revendication territoriale.

L'auteur du livre que nous présentons souligne à plusieurs reprises que le révisionnisme hongrois menace l'équilibre dans les Balkans et, en général, en Europe. Il rappelle que le gouvernement de Budapest était l'allié fidèle d'une grande puissance impérialiste; aujourd'hui la place de l'Allemagne nazie a été prise par la Russie soviétique. Et si le Reich avait certainement de bonnes raisons pour encourager le révisionnisme hongrois contre la Roumanie, le Kremlin à son tour a aussi intérêt à lancer contre M. Ceausescu le chantage des rectifications de frontière en faveur de la Hongrie qui, elle, ne mène pas de politique d'indépendance téméraire.

On raconte dans *Ungaria revizionistă* que les Hongrois réussissaient souvent à duper par une propagande habile beaucoup d'hommes (politiques et non) de bonne foi dans les pays occidentaux. Ne voyons-nous pas le même phénomène se répéter de nos jours? Et puisque les Roumains ne ripostent pas, la propagande révisionniste gagne du terrain.

L'ouvrage de S.Fényes est en même temps une histoire synthétique des Hongrois depuis leur arrivée dans leur patrie actuelle, une histoire aussi des relations avec leurs voisins, dominées par une ambition démesurée, par le chauvinisme et l'expansionnisme. Ce comportement cohérent est suivi par l'auteur à travers les siècles et analysé sur la base de faits et de documents irréfutables. (Les notes sont abondantes et elles occupent une vingtaine de pages). L'auteur s'occupe aussi des contradictions sociales qui caractérisaient la Hongrie d'il y a quarante ans et qui, évidemment, n'intéressent plus à l'heure actuelle, après trois décennies de régime communiste.



MOSCOU - 9 Octobre 1944

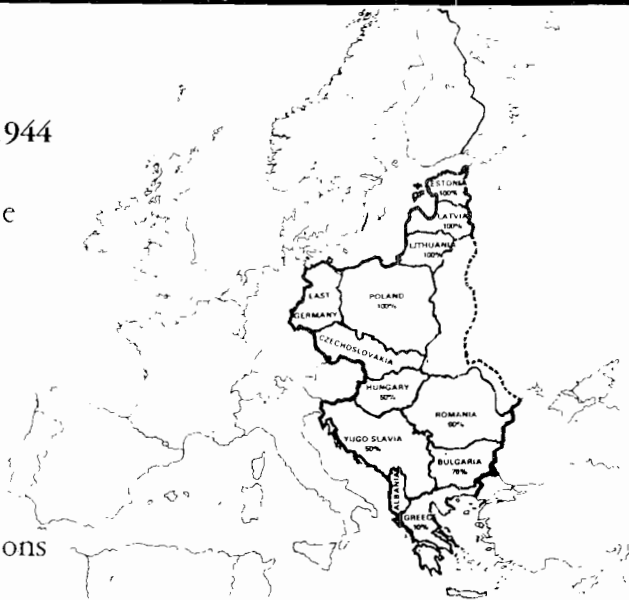
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens
de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>R. Cestelli</i> : Antithèse communisme et démocratie	1
<i>Observateur</i> : Les partis politiques français et l'Europe unie	6
<i>R.C. Hood</i> : Violence et fanatisme	8
Moscou, 9 octobre 1944	10
<i>J. Gaud</i> : Le souffle de l'Europe	13
<i>P. van Oye et M. Doorenbos</i> : Lettres de Belgique	15
Statistiques C.E.E.	17
Livres reçus	19

Bulletin européen

Direttore responsabile: Sabino d'Acunto
Direzione e Redazione: Foro Traiano n.1/A Roma - tel.(06)679.77.85
Reg. Trib. Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951)

Rivista mensile - Sped. Abb.postale gruppo terzo (70%)
Centro Stampa Butangas - Milano via Larga, 11